

Déclaration liminaire FO-DGFIP 2A au CTL du 11 décembre 2012

Non aux suppressions d'emplois !

La nomination d'un nouveau directeur général consécutive au changement de gouvernement aurait pu laisser augurer une rupture avec une politique destructrice de nos services. Or l'annonce de la suppression de 2023 emplois pour 2013 à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) traduit la poursuite de la mise en œuvre de la RGPP !

Le discours gouvernemental sur les ministères "prioritaires", et les autres qui ne le seraient donc pas, ne peut être accepté par FO DGFIP. Dans la période de crise que traverse le pays, l'assiette et le recouvrement des recettes fiscales et non fiscales, le contrôle, l'exécution des dépenses de l'Etat, de toutes les collectivités locales ne sont-ils pas des missions économiquement et socialement prioritaires ? Il suffirait pour le démontrer que les services de la DGFIP cessent totalement et durablement de fonctionner

L'actualité dramatique de ces dernières semaines a eu pour conséquence de replacer la présence de l'Etat en CORSE au cœur du débat. Pour Force Ouvrière, les gouvernements qui se sont succédés portent la lourde responsabilité du délitement de cette présence, à travers leur politique de réduction des dépenses publiques et notamment la RGPP.

En affaiblissant les services publics, en ne leur donnant plus les moyens d'assurer leurs missions l'Etat a créé les conditions de toutes les dérives. FO-DGFIP a depuis longtemps dénoncé cette politique aussi bien en interne à l'occasion des CTL et des CAPL qu'auprès des décideurs locaux (Préfet, Collectivité Territoriale de Corse ...)

Les « mesurètes » annoncées récemment par les ministres de l'Intérieur et de la Justice ne concernent pas la Direction Régionale des Finances Publiques alors que ses services exsangues vont pourtant être fortement sollicités dans le cadre des actions que l'Etat a décidé de mener en CORSE (lutte contre le blanchiment, contre l'évasion et la fraude fiscale, contrôle de l'utilisation des fonds publics, des marchés publics ...)

Pour FO cela aurait dû se traduire au minimum par l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois à la DRFIP !

Au lieu de cela 14 emplois seront à nouveaux supprimés en CORSE au 1er Janvier 2013 (6 en Corse du sud, 8 en Haute-Corse) !!!

Dans les faits cela signifie tout simplement que les gouvernements se suivent et se ressemblent. Les discours tonitruants se parant de la vertu républicaine ne sont en effet pas plus crédibles que les rodomontades entendues les années précédentes s'ils ne s'accompagnent pas d'actes concrets en rupture totale avec la politique de destruction des services publics régaliens enclenchée depuis plusieurs années !

Force Ouvrière en appelle une nouvelle fois au Ministre des Finances , ministre de tutelle de la DGFIP :

L'action de l'Etat en Corse doit s'inscrire dans la durée et la DGFIP y a toute sa place. Pour ce faire il faut que notre administration dispose des moyens nécessaires.

- FO-DGFIP 2A rappelle une nouvelle fois que l'exercice des missions de la DGFIP en CORSE nécessite une approche particulière compte tenu des spécificités de notre région et des sujétions qui en résultent.
- FO-DGFIP 2A dénonce à nouveau le décalage entre le discours politique qui s'accorde à reconnaître le particularisme de notre île (seule région métropolitaine à disposer d'un statut particulier) et l'obstination de l'Administration Centrale qui continue de feindre d'ignorer ce contexte particulier.
- FO-DGFIP 2A exige
 - L'ARRET DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS
 - LE RETABLISSEMENT DES POSTES SUPPRIMES

Pour toutes ces raisons, FO-DGFIP votera CONTRE les suppressions d'emplois !

Pour la délégation FO-DGFIP 2A au CTL

Jean-Claude VESPERINI
Secrétaire départemental Corse-du-Sud